

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 17 juin 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en mars 2014 2

Les entreprises canadiennes ont déclaré 206 000 postes vacants en mars, en baisse de 17 000 par rapport à 12 mois plus tôt. Il y avait 6,8 chômeurs pour chaque poste vacant, en hausse par rapport aux 6,3 enregistrés en mars 2013, en raison de la baisse du nombre de postes vacants.

Étude : Les unions mixtes au Canada, 2011 12

Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012 14

Enquête mensuelle sur les grands détaillants, avril 2014 16

Estimations de la population du Canada : Familles de recensement, 1er juillet 2013 17

Nouveaux produits et études 18



Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en mars 2014

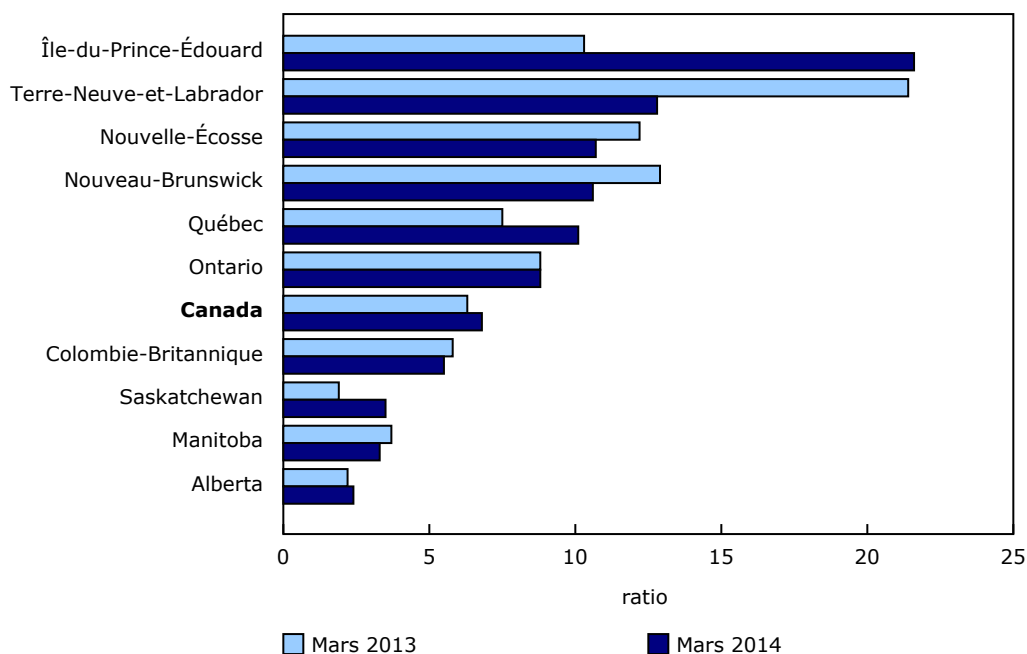
Les entreprises canadiennes ont déclaré 206 000 postes vacants en mars, en baisse de 17 000 par rapport à 12 mois plus tôt. Il y avait 6,8 chômeurs pour chaque poste vacant, en hausse par rapport aux 6,3 enregistrés en mars 2013, en raison de la baisse du nombre de postes vacants.

Le ratio chômeurs-postes vacants augmente au Québec et en Saskatchewan

Au Québec, le nombre de chômeurs par poste vacant s'est établi à 10,1, soit plus que le ratio de 7,5 enregistré en mars 2013, le nombre de postes vacants dans la province ayant diminué.

Graphique 1

Ratio chômeurs-postes vacants, tous les chômeurs, par province, moyenne de trois mois, mars 2013 et mars 2014



La Saskatchewan a enregistré une hausse du ratio chômeurs-postes vacants, lequel est passé de 1,9 à 3,5, sous l'effet combiné d'une diminution du nombre de postes vacants et d'une augmentation du nombre de chômeurs.

En mars, l'Île-du-Prince-Édouard a affiché le ratio chômeurs-postes vacants le plus élevé, soit 21,6, en hausse par rapport à celui de 10,3 observé un an plus tôt (voir la section « qualité des données » dans la note aux lecteurs). Cette augmentation est entièrement attribuable à la diminution du nombre de postes vacants au cours de cette période puisque le nombre de chômeurs était inchangé.

À Terre-Neuve-et-Labrador, le ratio a diminué, passant de 21,4 chômeurs par poste vacant en mars 2013 à 12,8 en mars 2014, et toute la baisse s'explique par l'augmentation du nombre de postes vacants.

Dans les autres provinces, les ratios chômeurs-postes vacants ont peu varié par rapport à mars 2013.

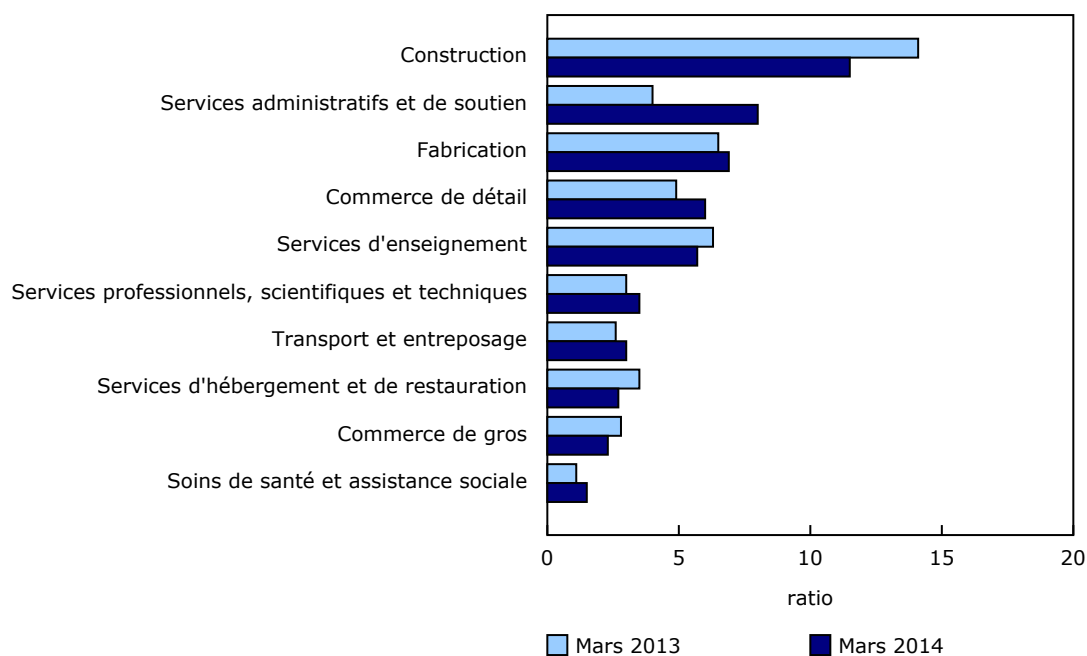
Ratio par secteur d'activité

L'analyse du ratio chômeurs-postes vacants selon le secteur d'activité se limite aux personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents, car les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour ce groupe.

Parmi les principaux secteurs d'activité, c'est celui de la construction qui a enregistré le ratio chômeurs-postes vacants le plus élevé, soit 11,5 en mars. Le ratio a peu varié par rapport à mars 2013, le nombre de postes vacants et le nombre de chômeurs dans ce secteur ayant progressé à peu près au même rythme durant cette période de 12 mois. Comme le chômage suit des cycles saisonniers dans ce secteur, le ratio tend à être plus élevé au cours des mois d'hiver et à être plus faible pendant l'été.

Graphique 2

Ratio chômeurs-postes vacants par principaux secteurs d'activité, chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents, moyenne de trois mois, mars 2013 et mars 2014



Les services administratifs et de soutien comptaient 8,0 chômeurs par poste vacant en mars, en hausse par rapport au ratio de 4,0 observé 12 mois plus tôt. La progression du ratio est attribuable à la diminution du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, le ratio chômeurs-postes vacants a augmenté, passant de 1,1 à 1,5 au cours des 12 mois ayant pris fin en mars. Il s'agit du ratio le plus bas de tous les secteurs d'activité. La hausse du ratio s'explique entièrement par la baisse du nombre de postes vacants.

Les services d'hébergement et de restauration affichaient un ratio de 2,7 en mars, en baisse par rapport à celui de 3,5 enregistré un an plus tôt. La diminution du ratio est attribuable à la hausse du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Parmi les secteurs d'activité moins grands, deux secteurs ont connu une baisse notable du ratio. Au cours de la période de 12 mois, le ratio est passé de 6,6 à 4,9 dans le secteur des arts, des spectacles et des loisirs et de 2,2 à 1,6 dans le secteur de la finance et des assurances. Dans les deux cas, les baisses résultent de la diminution du nombre de chômeurs.

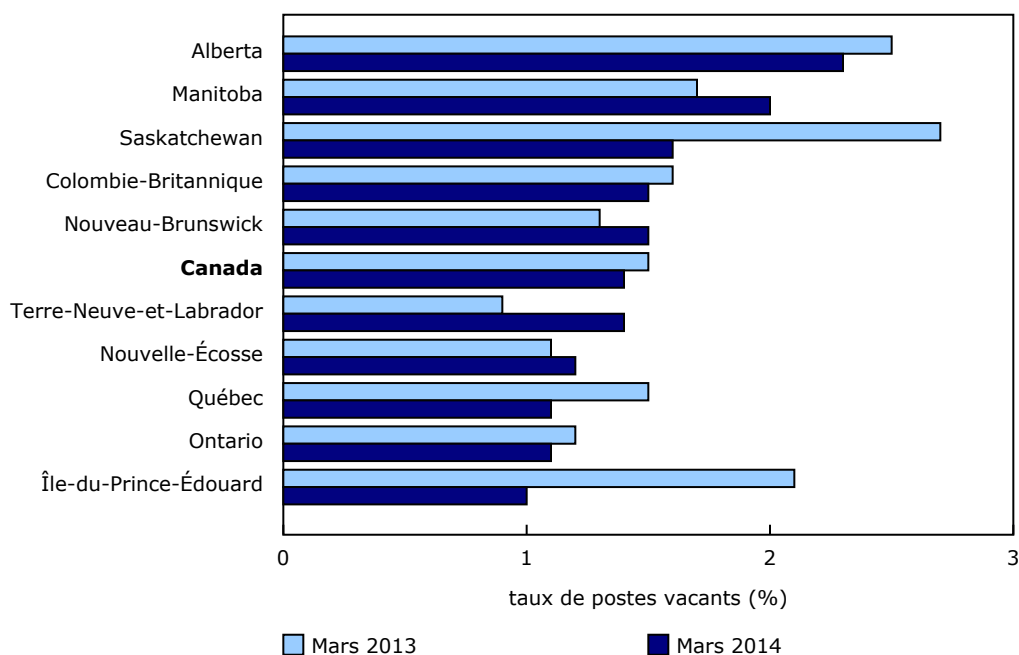
Le ratio a peu varié dans tous les autres secteurs d'activité.

Taux de postes vacants

Les données de cette enquête servent également à calculer le taux de postes vacants. Ce taux représente le nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes occupés et des postes vacants. Il correspond à la proportion des postes inoccupés par rapport à l'ensemble des postes salariés disponibles. Des taux de postes vacants élevés sont souvent associés à des périodes de croissance économique, alors que de faibles taux peuvent être associés à des périodes de ralentissement de la croissance ou de repli économique.

En mars, le taux national de postes vacants dans les entreprises canadiennes s'est établi à 1,4 %, en baisse par rapport au taux de 1,5 % enregistré 12 mois plus tôt.

Graphique 3
Taux de postes vacants, par province, moyenne de trois mois, mars 2013 et mars 2014



À l'échelle provinciale, le taux de postes vacants a varié dans quatre provinces au cours des 12 mois ayant pris fin en mars.

De mars 2013 à mars 2014, le taux a connu des baisses qui l'ont fait passer de 2,1 % à 1,0 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de 2,7 % à 1,6 % en Saskatchewan et de 1,5 % à 1,1 % au Québec. Au cours de la même période, le taux a augmenté à Terre-Neuve-et-Labrador, passant de 0,9 % à 1,4 %.

Taux de postes vacants par secteur

Par rapport à mars 2013, le taux de postes vacants a diminué dans deux secteurs d'activité, il a augmenté dans quatre secteurs et a peu varié dans les autres.

Le taux de postes vacants dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a diminué, passant de 2,1 % à 1,6 % au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, et le secteur comptait 29 000 postes vacants en mars 2014.

Les services administratifs et de soutien affichaient un taux de 1,0 % en mars, en baisse par rapport au taux de 2,2 % observé un an plus tôt. Il y avait 7 800 postes vacants dans ce secteur en mars.

Dans les services d'hébergement et de restauration, le taux de postes vacants a augmenté, passant de 2,2 % à 2,7 % au cours de la période de 12 mois, et le secteur comptait 31 000 postes vacants en mars. Le taux a également augmenté dans les services publics, dans la construction et dans les administrations publiques régionales et autochtones.

Note aux lecteurs

Les estimations sur les postes vacants sont recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE), une enquête mensuelle. Depuis le mois de référence de janvier 2011, deux questions supplémentaires sont posées dans l'ERE, qui constitue le volet d'enquête de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Ces questions visent à déterminer s'il y avait des postes vacants le dernier jour ouvrable du mois et, le cas échéant, le nombre de ces postes.

La population cible est semblable à celle de l'ERE et comprend tous les employeurs du Canada, sauf ceux dont l'activité principale relève des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, des services aux ménages privés, des organismes religieux et du personnel militaire des services de la défense. Les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales sont également exclues, ce qui n'est pas le cas dans l'ERE.

Dans chaque communiqué, les estimations pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les estimations du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les estimations les plus à jour pour chaque mois.

Qualité des données

Les estimations sur les postes vacants aussi bien que celles sur le chômage sont fondées sur des échantillons, et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant les régions géographiques et les branches d'activité affichant un plus petit nombre de postes vacants ou de chômeurs sont sujettes à une variabilité d'échantillonnage plus importante.

Pour tenir compte de la variabilité d'échantillonnage, les différences entre les estimations sont présentées dans cette analyse uniquement lorsqu'elles sont statistiquement significatives à un intervalle de confiance de 68 %.

Les estimations des postes vacants, de la demande de travail et du chômage ainsi que les taux connexes ne sont pas désaisonnalisés, de sorte que les comparaisons ne devraient être faites que d'une année à l'autre. Étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle série de données, les tendances ne sont pas encore disponibles; par conséquent, ces données doivent être interprétées avec prudence.

Toutes les estimations sont fondées sur des moyennes mobiles de trois mois. Ainsi, les estimations du mois courant sont fondées sur la moyenne des estimations du mois courant et des deux mois précédents.

Définitions

Postes vacants : Un poste est considéré comme « vacant » s'il satisfait aux trois conditions suivantes : il existe un poste précis, le travail pourrait débuter dans les 30 jours et l'employeur cherche activement des employés hors de l'organisation pour doter ce poste.

Demande de travail : La demande de travail totale correspond à la somme de la demande de travail satisfaite (postes salariés occupés) et de la demande de travail insatisfaite (postes vacants).

Principaux secteurs d'activité : Il s'agit des secteurs affichant les effectifs les plus importants de salariés pour lesquels des données publiables sur les postes vacants sont disponibles.

Taux de postes vacants : Le taux de postes vacants correspond au nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes vacants et des postes occupés.

Ratios chômeurs-postes vacants

Tous les chômeurs : Le ratio chômeurs-postes vacants pour tous les chômeurs correspond au nombre total de chômeurs, peu importe leur expérience antérieure de travail, selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), divisé par le nombre de postes vacants. Ce ratio indique le nombre de chômeurs disponibles pour chaque poste vacant et constitue une mesure de la tension sur le marché du travail.

Par secteur : Pour chaque secteur, le ratio correspond au nombre de chômeurs ayant travaillé dans le secteur au cours des 12 mois précédents, selon les données de l'EPA, divisé par le nombre de postes vacants dans le même secteur. Sont exclus les nouveaux arrivants sur le marché du travail, de même que les chômeurs qui n'ont pas travaillé au cours des 12 mois précédents. Les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour les personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

L'utilisation des estimations visant le secteur du dernier emploi occupé par le chômeur ne signifie pas que le chômeur en question a continué de chercher du travail dans ce secteur. Ce ratio indique le nombre de chômeurs dont le dernier emploi se trouvait dans le secteur en question pour chaque poste vacant dans ce secteur. Il constitue une mesure de la tension sur le marché du travail dans ce secteur.

Tableau 1
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants et ratio chômeurs-postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2013			Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014			Mars 2013 à mars 2014		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Canada	1 414,2	222,9	6,3	1 398,6	206,2	6,8	-15,6	-16,7	0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	35,0	1,6	21,4	34,4	2,7	12,8	-0,6	1,1	-8,6
Île-du-Prince-Édouard	11,6	1,1	10,3	11,6	0,5	21,6	0,0	-0,6	11,3
Nouvelle-Écosse	51,2	4,2	12,2	47,4	4,4	10,7	-3,8	0,2	-1,5
Nouveau-Brunswick	46,2	3,6	12,9	42,0	4,0	10,6	-4,2	0,4	-2,3
Québec	358,3	47,9	7,5	373,0	37,1	10,1	14,7	-10,8	2,6
Ontario	575,2	65,3	8,8	557,1	63,4	8,8	-18,1	-1,9	0,0
Manitoba	33,8	9,2	3,7	36,8	11,1	3,3	3,0	1,9	-0,4
Saskatchewan	22,5	12,0	1,9	24,7	7,0	3,5	2,2	-5,0	1,6
Alberta	105,7	47,6	2,2	109,0	46,3	2,4	3,3	-1,3	0,2
Colombie-Britannique	169,9	29,4	5,8	157,8	28,8	5,5	-12,1	-0,6	-0,3
Yukon	1,5	0,3	5,1	1,2	0,3	3,9	-0,3	0,0	-1,2
Territoires du Nord-Ouest	1,9	0,5	3,5	1,9	0,5	3,8	0,0	0,0	0,3
Nunavut	1,6	F	F	1,8	0,1	19,1	0,2	F	F

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 284-0003. Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

Tableau 2
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants, et ratio chômeurs-postes vacants, par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2013			Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014			Mars 2013 à mars 2014		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Tous les chômeurs¹	1 414,2	222,9	6,3	1 398,6	206,2	6,8	-15,6	-16,7	0,5
Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs	883,6	222,9	4,0	874,6	206,2	4,2	-9,0	-16,7	0,2
Foresterie, exploitation et soutien	12,5	F	F	10,3	F	F	-2,2	F	F
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	18,4	F	F	15,4	F	F	-3,0	F	F
Services publics	3,4	0,8	F	1,5	1,6	F	-1,9	0,8	F
Construction	151,7	10,7	14,1	172,6	15,0	11,5	20,9	4,3	-2,6
Fabrication	111,8	17,3	6,5	110,1	16,0	6,9	-1,7	-1,3	0,4
Commerce de gros	25,9	9,3	2,8	18,9	8,3	2,3	-7,0	-1,0	-0,5
Commerce de détail	116,1	23,5	4,9	116,0	19,3	6,0	-0,1	-4,2	1,1
Transport et entreposage	40,5	15,5	2,6	41,3	13,8	3,0	0,8	-1,7	0,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	15,8	5,9	2,7	21,3	6,5	3,3	5,5	0,6	0,6
Finance et assurances	18,2	8,1	2,2	12,7	7,9	1,6	-5,5	-0,2	-0,6
Services immobiliers, de location et de location à bail	10,0	3,3	3,0	13,8	F	F	3,8	F	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	52,0	17,4	3,0	55,6	15,9	3,5	3,6	-1,5	0,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	F	F	F	F	F	F	F	F	F
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	66,7	16,8	4,0	63,0	7,8	8,0	-3,7	-9,0	4,0
Services d'enseignement	31,7	5,0	6,3	27,3	4,8	5,7	-4,4	-0,2	-0,6
Soins de santé et assistance sociale	42,2	37,0	1,1	42,6	28,7	1,5	0,4	-8,3	0,4
Arts, spectacles et loisirs	41,8	6,3	6,6	26,8	5,5	4,9	-15,0	-0,8	-1,7
Services d'hébergement et de restauration	87,0	24,9	3,5	85,3	31,2	2,7	-1,7	6,3	-0,8
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	28,2	10,1	2,8	27,3	10,4	2,6	-0,9	0,3	-0,2
Administrations publiques ²	9,7	5,2	1,9	12,4	6,6	1,9	2,7	1,4	0,0

F trop peu fiable pour être publié

1. Pour tous les chômeurs, le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

2. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 284-0003. Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio pour « Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs » et par secteur comprennent uniquement les chômeurs qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

Tableau 3
Nombre et taux de postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2013		Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014		Mars 2013 à mars 2014		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation en points de pourcentage
Canada	222,9	1,5	206,2	1,4	-16,7	-7,5	-0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6	0,9	2,7	1,4	1,1	68,8	0,5
Île-du-Prince-Édouard	1,1	2,1	0,5	1,0	-0,6	-54,5	-1,1
Nouvelle-Écosse	4,2	1,1	4,4	1,2	0,2	4,8	0,1
Nouveau-Brunswick	3,6	1,3	4,0	1,5	0,4	11,1	0,2
Québec	47,9	1,5	37,1	1,1	-10,8	-22,5	-0,4
Ontario	65,3	1,2	63,4	1,1	-1,9	-2,9	-0,1
Manitoba	9,2	1,7	11,1	2,0	1,9	20,7	0,3
Saskatchewan	12,0	2,7	7,0	1,6	-5,0	-41,7	-1,1
Alberta	47,6	2,5	46,3	2,3	-1,3	-2,7	-0,2
Colombie-Britannique	29,4	1,6	28,8	1,5	-0,6	-2,0	-0,1
Yukon	0,3	1,9	0,3	2,0	0,0	0,0	0,1
Territoires du Nord-Ouest	0,5	2,3	0,5	2,1	0,0	0,0	-0,2
Nunavut	F	1,1	0,1	1,0	F	F	-0,1

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 284-0001.

Tableau 4
Nombre et taux de postes vacants par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2013		Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014		Mars 2013 à mars 2014		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation en points de pourcentage
Ensemble des secteurs	222,9	1,5	206,2	1,4	-16,7	-7,5	-0,1
Foresterie, exploitation et soutien	F	F	F	F	F	F	F
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	F	1,8	F	F	F	F	F
Services publics	0,8	0,6	1,6	1,3	0,8	100,0	0,7
Construction	10,7	1,3	15,0	1,7	4,3	40,2	0,4
Fabrication	17,3	1,2	16,0	1,1	-1,3	-7,5	-0,1
Commerce de gros	9,3	1,2	8,3	1,1	-1,0	-10,8	-0,1
Commerce de détail	23,5	1,2	19,3	1,0	-4,2	-17,9	-0,2
Transport et entreposage	15,5	2,2	13,8	1,9	-1,7	-11,0	-0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	5,9	1,8	6,5	2,0	0,6	10,2	0,2
Finance et assurances	8,1	1,1	7,9	1,1	-0,2	-2,5	0,0
Services immobiliers, de location et de location à bail	3,3	1,3	F	F	F	F	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	17,4	2,1	15,9	1,9	-1,5	-8,6	-0,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	F	F	F	F	F	F	F
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	16,8	2,2	7,8	1,0	-9,0	-53,6	-1,2
Services d'enseignement	5,0	0,4	4,8	0,4	-0,2	-4,0	0,0
Soins de santé et assistance sociale	37,0	2,1	28,7	1,6	-8,3	-22,4	-0,5
Arts, spectacles et loisirs	6,3	2,7	5,5	2,3	-0,8	-12,7	-0,4
Services d'hébergement et de restauration	24,9	2,2	31,2	2,7	6,3	25,3	0,5
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	10,1	1,9	10,4	1,9	0,3	3,0	0,0
Administrations publiques ¹	5,2	1,1	6,6	1,4	1,4	26,9	0,3

F trop peu fiable pour être publié

1. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Note(s) : *Tableau de CANSIM connexe 284-0001.*

Données offertes dans CANSIM : tableaux 284-0001 et 284-0003.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5202.

La diffusion des données d'avril sur les postes vacants aura lieu le 22 juillet.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Étude : Les unions mixtes au Canada, 2011

Au fur et à mesure que la population canadienne se diversifie, le nombre de personnes formant une union conjugale avec une personne issue d'un milieu ethnoculturel différent augmente.

Selon les données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, environ 360 045 couples vivaient en union mixte, c'est-à-dire un couple formé d'une personne issue d'une minorité visible et d'une personne qui ne l'est pas ou un couple formé de partenaires appartenant à des groupes de minorités visibles différents.

La proportion de couples vivant en union mixte a augmenté au cours d'une période de 20 ans, passant de 2,6 % de l'ensemble des couples en 1991 à 3,1 % en 2001 pour atteindre 4,6 % une décennie plus tard, soit en 2011.

La plupart des unions mixtes sont formées de partenaires nés dans des pays différents, l'un d'eux étant né au Canada et l'autre, à l'étranger (49,2 %). Environ une union mixte sur cinq (19,4 %) était formée de partenaires nés à l'étranger, et dans des pays différents.

Plus de la moitié (52,8 %) des unions mixtes étaient formées de partenaires appartenant au même grand groupe religieux; par exemple, les deux conjoints ont déclaré une appartenance chrétienne ou les deux conjoints sont musulmans. Un peu plus du cinquième (20,4 %) des unions mixtes sont formées de partenaires qui n'ont pas déclaré d'appartenance religieuse. Plus du quart de toutes les unions mixtes (26,8 %) étaient composées de conjoints n'ayant pas la même appartenance religieuse, comparativement à 9,8 % pour l'ensemble des couples au Canada.

Note aux lecteurs

La présente étude est fondée sur un court article analytique « Les unions mixtes au Canada », maintenant accessible dans la Série « Enquête nationale auprès des ménages en bref » (99-010-X2011003).

Dans le cadre de cette étude, les données de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 ont été utilisées pour examiner les unions conjugales dans lesquelles les personnes formant le couple appartenaient à différentes minorités visibles. Le [Guide de l'utilisateur de l'Enquête nationale auprès des ménages](#) et une série de [guides de référence](#) fournissent de l'information sur l'ENM.

Un **couple** désigne deux conjoints mariés ou partenaires en union libre qui vivent dans le même logement. Il comprend les couples de sexe opposé et ceux de même sexe.

Selon la Loi sur l'équité en matière d'emploi, les **minorités visibles** désignent « les personnes autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». Il s'agit principalement des groupes suivants : Sud-Asiatique, Chinois, Noir, Philippin, Latino Américain, Arabe, Asiatique du Sud-Est, Asiatique occidental, Coréen et Japonais.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5178.

L'article « Les unions mixtes au Canada », qui fait partie de la *Série « Enquête nationale auprès des ménages en bref »* (99-010-X2011003), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

D'autres analyses sur le thème de l'immigration et de la diversité ethnoculturelle sont également offertes dans le rapport *Immigration et diversité ethnoculturelle au Canada* (99-010-X2011001) et dans la *Série « Enquête nationale auprès des ménages en bref »* (99-010-X2011003) : « L'obtention de la citoyenneté canadienne » et « Statut des générations : les enfants nés au Canada de parents immigrants ».

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012

Les obstacles à l'innovation au Canada

En 2012, selon l'Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, « l'incertitude et le risque » était l'obstacle le plus fréquent à l'innovation parmi les entreprises, 22,4 % d'entre elles ayant dû faire face à cet obstacle. À l'échelle provinciale, 25,9 % des entreprises en Ontario et 25,1 % des entreprises au Québec ont été confrontées à cet obstacle à l'innovation.

« Le manque de compétence au sein de l'entreprise » (17,9 %) était le deuxième obstacle à l'innovation le plus courant en 2012. Parmi les industries, les entreprises du secteur de la fabrication (25,2 %) étaient les plus susceptibles d'avoir rencontré cet obstacle, alors que 18,6 % des entreprises dans les industries de service sondées ont été confrontées à ce type de contrainte.

Le troisième obstacle le plus commun à l'innovation était « le financement interne », 15,6 % des entreprises ayant rencontré cet obstacle en 2012, en baisse par rapport au taux de 22,8 % enregistré en 2009. Sur le plan de la taille des entreprises, celles de taille moyenne (19,7 %) étaient les plus susceptibles d'être confrontées à cet obstacle en 2012.

L'innovation au Canada : accessibilité des données

Les données sur l'innovation tirées de l'Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, diffusées pour la première fois dans [Le Quotidien](#) le 14 février 2014, sont maintenant accessibles dans CANSIM (données de 2009 et de 2012). Les tableaux sur l'utilisation des technologies de pointe, l'innovation de procédés, l'innovation organisationnelle, l'innovation de produits, l'innovation en marketing, le recours aux programmes gouvernementaux pour soutenir l'innovation et les obstacles à l'innovation sont offerts selon la région, la taille de l'entreprise et les industries sondées.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 358-0237 à 358-0270.

Tableaux 358-0237 et 358-0238 : Utilisation des technologies de pointe.

Tableaux 358-0239 à 358-0245 : Innovation de procédés.

Tableaux 358-0246 à 358-0249 : Innovation organisationnelle.

Tableaux 358-0250 à 358-0260 : Innovation de produits.

Tableaux 358-0261 à 358-0265 : Innovation en marketing.

Tableaux 358-0266 et 358-0267 : Recours aux programmes gouvernementaux pour soutenir l'innovation.

Tableaux 358-0268 à 358-0270 : Obstacles à l'innovation.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5171.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Nadeau au 613-951-3692 ou avec Louise Earl au 613-951-2880, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Enquête mensuelle sur les grands détaillants, avril 2014

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants.

Données offertes dans CANSIM : tableau 080-0009.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.

Il est également possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Estimations de la population du Canada : Familles de recensement, 1^{er} juillet 2013

Il est maintenant possible de consulter les estimations du nombre de familles de recensement au 1^{er} juillet 2013 pour le Canada, les provinces et les territoires. Ces estimations sont réparties selon la structure de la famille (couple ou famille monoparentale). Les données pour les années 2006 à 2012 ont été révisées.

Note aux lecteurs

Les estimations selon la taille, le groupe d'âge des enfants et le sexe du parent dans le cas des familles monoparentales sont également offertes sur demande.

Ces estimations sont fondées sur les résultats du Recensement de 2006, rajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net du recensement.

Données offertes dans CANSIM : tableau 051-0055.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3606.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Enquête nationale auprès des ménages : Immigration et diversité ethnoculturelle : « Série « Enquête nationale auprès des ménages en bref » », année de l'enquête nationale auprès des ménages 2011
Numéro au catalogue 99-010-X2011003 (HTML | PDF)

Nouvelles études

Les unions mixtes au Canada

Enquête nationale auprès des ménages : Immigration et diversité ethnoculturelle : « Série « Enquête nationale auprès des ménages en bref » »



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>